

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Dans la presse

**2.000 manifestants à Nantes
**

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : jeudi 13 mars 2003

Démocratie & Socialisme

RETRAITES

2.000 manifestants à Nantes pour la venue de Fillon

"37,5 années public, privé", mais aussi "Patrons mafieux, Etat complice", scandaient notamment les manifestants, en appelant à la grève générale.

Quelque 2.000 personnes, selon la police, ont manifesté lundi matin à Nantes, à l'occasion de la venue du ministre des Affaires sociales François Fillon, au conseil économique et social régional (CESR) pour participer à un débat sur les retraites.

Deux délégations représentant les salariés d'ACT Manufacturing d'Angers (Maine-et-Loire) et ceux de Daewoo-Orion de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle) figuraient parmi les manifestants réunis notamment par la CGT et FO, tandis que la dénonciation des licenciements prenait le pas sur le mot d'ordre initial de défense des régimes de retraite.

"37,5 années public, privé", mais aussi "Patrons mafieux, Etat complice", scandaient notamment les manifestants, en appelant à la grève générale.

"Gouvernements coupables"

"Les gens sont de plus en plus mécontents, le nombre des plans sociaux devient insupportable", a affirmé Marie-Claire Cruchaga, déléguée CGT représentant les salariés de l'entreprise angevine ACT, prophétisant "un nouveau Mai 68, ou au moins une grève générale."

"Tous les gouvernements depuis dix ans sont coupables d'avoir laissé faire les délocalisations", a poursuivi Mme Cruchaga, estimant que "les patrons continuent de s'enrichir avec l'import-export, tandis que les salariés n'ont plus rien".

"On se rend compte que lutter seul dans son coin ne suffit plus à faire face à cette situation", a estimé pour sa part Isabelle Banny, déléguée CGT de Longwy (Meurthe-et-Moselle) s'exprimant au nom des licenciés de Daewoo. "Une grève générale, cela se construit et on y travaille", a-t-elle ajouté.

La manifestation a commencé de se disperser peu après 11H00, alors qu'un important dispositif policier continuait d'interdire l'accès à l'hôtel de la région Pays de la Loire, où se trouvait M. Fillon.

Les conseillers FO avaient quitté la réunion dès la fin du discours du ministre, en protestation contre un projet de réforme des retraites qui, selon eux "veut passer en force".